

La politique sociale du gouvernement Chávez: populisme ou pressions populaires ?

Christian Tremblay

Introduction

La révolution bolivarienne du président Hugo Chávez au Venezuela compte pratiquement cinq années d'existence. Celle-ci a été caractérisée par une série de réformes politiques et économiques telles que la formulation d'une nouvelle Constitution et une réforme pétrolière ayant grandement transformé le Venezuela de l'ère de Punto Fijo. Mais au plan social, le gouvernement Chávez s'est vu accusé à maintes reprises d'immobilisme par les intellectuels de gauche, et ce même si la situation semble avoir évolué au cours de la dernière année avec l'annonce de plusieurs changements apportés aux mesures de protection sociale. Toutefois, la présidence Chávez se retrouve encore à la croisée des chemins avec l'éventuelle tenue, au cours des prochains mois, d'un référendum révocatoire qui pourrait mettre un terme à l'expérience *chavista* au Venezuela.

Cette chronique présente tout d'abord la nature des changements apportés à la politique sociale dans ce pays depuis 1999 en privilégiant trois secteurs : l'éducation, la santé et la sécurité sociale. Cette analyse démontrera que des changements substantiels, quoique qu'imparfaits, ont été apportés aux programmes sociaux depuis l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez. Dans un deuxième temps, nous expliquerons pourquoi les nouvelles politiques sociales du gouvernement Chávez représentent un facteur déterminant de la crise actuelle. À ce sujet, plusieurs spécialistes évoquent l'argument voulant que la hausse des dépenses sociales au Venezuela s'insérerait naturellement dans la stratégie populiste du président qui cherche ainsi à consolider son capital politique auprès des masses populaires. Sans rejeter

entièrement les fondements de cette affirmation, nous considérons plutôt que les changements apportés à la politique sociale par Hugo Chávez sont une composante du conflit politique au centre duquel se retrouvent les intérêts socio-économiques des différentes classes sociales. En fait, l'administration Chávez constituerait un réel danger pour les privilèges de l'élite traditionnelle qui assiste au détournement de la rente pétrolière vers des programmes sociaux destinés aux classes historiquement exclues de l'arène politique. Mais avant d'aborder ces questions centrales, rappelons brièvement la conjoncture actuelle.

La conjoncture

Le 19 août 2003 représentait la date officielle de mi-mandat de la présidence d'Hugo Chávez Frías au Venezuela¹. Or, l'article 72 de la nouvelle Constitution du pays, approuvée en 1999 par les citoyens, permet de réaliser un référendum sur la révocation des représentants élus au suffrage populaire, dont le président de la République, les gouverneurs, les maires et les magistrats ayant accompli la moitié de leur mandat². D'ailleurs, les mécanismes de cette démocratie directe sont semblables à ceux qui ont permis la destitution du gouverneur démocrate de la Californie, Gray Davis, et l'élection d'Arnold Schwarzenegger le 7 octobre 2003³.

¹ Rappelons qu'il s'agit du deuxième mandat de Chávez comme président, le premier ayant été écourté par les élections générales de 2000 qui suivaient l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution de 1999.

² *Constitution de la Republica Bolivariana de Venezuela*.

Disponible en ligne : <http://www.gobiernoenlinea.ve/>

³ *Le Devoir*, 08 octobre 2003.



C'est la lutte interminable entre le gouvernement et l'opposition ainsi que l'extrême polarisation de la société vénézuélienne qui rendent cet événement incontournable. Les opposants, rassemblés sous la bannière de la *Coordinadora Democrática*, ont déjà utilisé sans succès plusieurs stratégies (le coup d'État militaire d'avril 2002 et la grève de décembre 2002-janv. 2003⁴) pour déloger le président et organisent depuis quelques mois le référendum révocatoire dirigé contre Chávez. Ce référendum ne constitue toutefois pas la seule procédure de révocation en cours car la coalition gouvernementale entreprit également de telles procédures contre plusieurs députés de l'opposition à l'Assemblée nationale. Au total, 74 demandes de référendums de révocation ont été déposées au cours des jours suivant le 19 août 2003⁵.

L'étape la plus difficile de la procédure de destitution présidentielle n'est pas de recueillir les signatures permettant la tenue d'un référendum (20 % des électeurs, équivalant à 2.4 millions citoyens), mais bien de remporter la consultation populaire, car les partisans de la destitution doivent récolter assez de votes pour dépasser le résultat obtenu à la dernière élection par le politicien visé par la procédure. En ce qui concerne Chávez, les opposants devront obtenir, si référendum révocatoire il y a, des résultats élevés car celui-ci avait été élu avec plus de 59 % des voix en 2000. Dans l'éventualité d'une victoire de l'opposition, le Venezuela connaîtrait une nouvelle élection présidentielle le mois suivant le référendum, élection à laquelle Chávez aurait probablement le droit de se représenter, la Constitution étant imprécise sur ce point.

L'administration Chávez a toujours affirmé qu'elle allait respecter le choix populaire si tout se réalisait dans le respect de la Constitution. La question est maintenant de savoir si l'opposition est prête à attendre jusqu'au scrutin, ce qui soulève une autre question stratégique, celle de savoir si cette dernière possède de bonnes chances de destituer le *Comandante* par la voie des urnes. Car, qu'on le veuille ou non, Chávez a été élu par de fortes majorités et il semble bien que sa popularité soit toujours élevée, quoiqu'en diminution depuis la dernière année⁶. Cette popularité repose

essentiellement sur l'appui des couches défavorisées de la population qui semblent être les bénéficiaires des réformes entreprises par ce gouvernement, particulièrement celles touchant au domaine social. Afin d'évaluer l'exactitude de cette affirmation et l'ampleur réelle de la révolution bolivarienne, nous analyserons dans la prochaine section les fondements de la politique sociale mise en œuvre par l'administration Chávez depuis 1999.

La politique sociale

Nous allons nous en tenir à trois composantes centrales de la politique sociale du gouvernement Chavez soit : la santé, l'éducation et la sécurité sociale. Rappelons que la politique sociale au Venezuela a été conditionnée par la rente pétrolière qui permettait un financement minimum des programmes sociaux, contrairement à d'autres pays non-pétroliers latino-américains⁷. Le graphique 1 nous présente l'évolution des dépenses sociales réelles totales depuis 1993. Nous pouvons y constater une augmentation substantielle des dépenses sociales durant le mandat de Chávez pour les années 1999, 2000 et 2001, mais une légère baisse en 2002. Cette variation correspond, d'une part, à l'évolution des recettes pétrolières⁸ et d'autre part, à des choix de politiques nationales. (**Voir Annexe à la fin du texte**)

Le graphique 2, qui présente les dépenses sociales comme pourcentage des dépenses publiques totales, révèle quant à lui que la part des revenus de l'État vénézuélien dirigée vers le secteur social a augmenté depuis 1998, passant de 34.7 % à 38.4 % en 2001. Par contre, cette proportion aurait diminué si on la compare à l'année 1992 (40.1 %). Bref, l'augmentation des dépenses sociales de l'administration Chávez est beaucoup plus marquée en termes absolus qu'en termes proportionnels. (**Voir Annexe**)

Bien entendu, le volume des dépenses publiques ne constitue pas la seule dimension importante de la politique sociale, l'autre étant liée à l'efficacité des programmes sociaux. L'ancien régime de Punto Fijo fut tristement célèbre pour sa

⁴ Ce que Harnecker appela le *coup d'État économique*.

⁵ *El Nacional (Caracas)*, 27 de Agosto de 2003.

⁶ Entre 30 % et 40 % selon Mark Weisbrot, « Venezuela's Recall », *Znet/Venezuela*, Sept. 13, 2003. Disponible en ligne : <http://www.zmag.org/content/showarticle.cfm?SectionID=45&ItemID=4190>

⁷ Plusieurs observateurs évoquent le concept de « démocratie subventionnée » pour qualifier la période correspondant au pacte de Punto Fijo (1958-1998). Voir entre autres : Dulce Maria Cruz Herrera, « Logros y limitaciones de la implementación de la Carta Democrática Interamericana en Venezuela », *Observatoire des Amériques*, avril 2003.

⁸ Le gouvernement Chávez n'est pas étranger à l'augmentation de la rente pétrolière grâce notamment à une réforme pétrolière nationaliste et à une action marquée sur le plan international dans le cadre de l'OPEP pour faire augmenter le prix du baril de pétrole.

corruption et son clientélisme politique. Le gouvernement actuel prétend rompre avec cette vieille tradition en se dotant d'un projet de société axé sur la justice sociale⁹ et des règles du jeu claires et transparentes fixées par la nouvelle Constitution de 1999. De plus, le gouvernement a renforcé le rôle du ministère de la Planification et du Développement¹⁰ et créé par décret¹¹, en 1999, le *Servicio Autónomo Fondo Único Social* voué à la coordination des ressources destinées au développement social et financé, en partie, par le *Fondo de Estabilización Macroeconómica*.

Le constat que faisait en octobre 2002 Provea¹² au sujet des politiques publiques mises en place par l'administration Chávez depuis 1999 est partagé car il reconnaît, d'une part, la vision générale progressiste du gouvernement (plusieurs politiques seraient cohérentes avec le respect des droits économiques, sociaux et culturels) mais, d'autre part, critique sévèrement leur mauvaise gestion¹³. Une question centrale surgit alors et à laquelle il est très difficile de répondre : faut-il laisser le temps aux nouvelles politiques sociales de produire des résultats ou bien il faut conclure que l'administration reproduit un schéma de centralisation des décisions et des ressources, de corruption et d'inefficacité ? Afin d'alimenter davantage ce débat, nous allons présenter certains résultats concernant les secteurs de la santé, de l'éducation et de la sécurité sociale. Mentionnons tout d'abord que le Programme de développement des Nations Unies (PNUD) place le Venezuela au 69^{ème} rang¹⁴ des 175 pays classés selon leur indice de développement humain (IDH), conservant par là le même rang qu'en 2001 et ce, malgré une chute du PIB. L'IDH du pays s'était amélioré durant les années précédentes, passant de 0.6717 en 1998 à 0.76947 en 2001¹⁵.

⁹ En assurant, du moins en théorie, la gratuité de l'éducation et des services de santé.

¹⁰ Voir Fernando Hernandez, « Sesión IX : La experiencia de Venezuela en planificación », dans *Seminario de alto nivel sobre funciones básicas de la planificación. Compendio de experiencias exitosas, Cepal-Serie Seminarios y conferencias*, No. 8, 2000, p. 245-278.

¹¹ *Decreto No. 364 05 de octubre de 1999*. Disponible en ligne : www.gobiernoenlinea.ve

¹² Un organisme non-partisan vénézuélien de défense des droits de la personne reconnu internationalement.

¹³ Provea, « Balance de la situación de derechos humanos », dans *Informe Anual No. 14*, 2002, p. 1-11. Disponible en ligne : http://www.derechos.org/ve/ongs_provea/

¹⁴ PNUD, *Human Development Indicators 2003*, disponible en ligne : www.undp.hdr2003/indicator

¹⁵ Ministerio de Planificación y Desarrollo, « Equilibrio Social. Logros y Acciones », Marzo 2003. p.4.

L'éducation¹⁶

Les dépenses publiques en éducation représentaient en 2002 4.6 % du PIB du Venezuela (en hausse de 1.4 % par rapport à 1998) et 43 % des dépenses sociales de l'État. L'accès à l'éducation constitue dans le discours bolivarien une priorité d'action, ce qui semble se refléter partiellement dans les faits, même si la loi nationale permettant d'encadrer le nouveau système éducatif (*Ley de Educación*) se fait toujours attendre. Comme le démontre le graphique 3, le taux brut de scolarité, qui représente le pourcentage de jeunes entre 3 et 24 ans fréquentant une institution d'enseignement, est passé de 56.9 % en 1998-99 à 62.2 % en 2001-02, ce qui démontre une amélioration notable. Les résultats les plus significatifs sont rencontrés au niveau de la fréquentation de l'école préscolaire et à l'éducation de base (1^{ère} à 9^{ème} année). Ici, le taux de fréquentation est passé de 83 % en 1998-99 à 90.3 % en 2001-02.

Ces résultats sont le produit de projets comme celui des écoles bolivariennes qui consiste à fournir diverses ressources aux enfants les plus démunis. Pour ce faire, les 2 679 écoles bolivariennes du pays ont procuré, en 2002, deux repas par jour (déjeuner et dîner) à plus de 600 000 enfants, ce qui constitue la composante nutritionnelle du projet. Les autres aspects du projet, qui sont en processus d'application dans ces écoles, sont la promotion de la santé, notamment la santé sexuelle, et les services culturels¹⁷. Toutefois, malgré ces initiatives, Provea déplore le fait qu'en septembre 2002, aucune étude n'allait dans le sens d'une amélioration de la qualité de l'éducation, et ce malgré l'augmentation de 20 % du salaire des professeurs en 1999.

Sur le plan de l'éducation non-formelle, le gouvernement Chávez a initié en juillet 2003 une vaste campagne d'alphabétisation (*Misión Robinson*)¹⁸ pour combattre le déficit éducatif chez les classes les plus défavorisées. Selon l'Institut national de coopération éducative (INCA), qui est responsable de la coordination de cette campagne,

Disponible en ligne :

[http://www.sisov.mpd.gov.ve/articulos/29/Informe_Social_FINAL_2\[2\].pdf](http://www.sisov.mpd.gov.ve/articulos/29/Informe_Social_FINAL_2[2].pdf)

¹⁶ Sauf avis contraire, les statistiques qui seront énumérées dans les trois prochaines sections (éducation, santé et sécurité sociale) sont tirées du *Sistema Integrado de Indicadores Sociales para Venezuela* disponible en ligne : www.sisov.mpd.gov.ve

¹⁷ Ministerio de Planificación y Desarrollo, *op. cit.*, p. 15-21.

¹⁸ Selon les chiffres du gouvernement, plus de 112 000 alphabétiseurs volontaires auraient pris part à cette campagne dans plus de 70 000 points d'alphabétisation à travers les pays.

plus de 800 000 personnes auraient été alphabétisées à la fin novembre, chiffre qui devrait avoir atteint le million à la fin du mois de décembre 2003. La deuxième phase de cette campagne (*Misión Robinson II*) est déjà en marche puisque des projets pilotes ont été réalisés au mois de septembre et octobre derniers. Cette deuxième phase aura une durée de 10 mois et permettra aux citoyens de renforcer leurs connaissances en écriture et en lecture et incorporera plusieurs gradués de la première phase de la campagne d'alphabétisation.

En terminant, mentionnons que trois autres campagnes d'envergure nationale sont en préparation, soit *las Misiones Robinson III, Rivas y Sucre*. La première permettra de terminer le niveau primaire, la seconde offrira la possibilité à chaque citoyen concerné de compléter son école secondaire (*bachillerato*) alors que la troisième vise la démocratisation des études universitaires, essentiellement par l'octroi de bourses d'étude aux jeunes des classes populaires¹⁹. En ce qui concerne cette dernière mission, le problème majeur qui se pose est lié au peu de places disponibles dans les universités du pays²⁰.

La santé

Les dépenses en santé représentaient, en 2002, 1.58 % du PIB par rapport à 1.30 % en 1998, ce qui est relativement faible par rapport aux autres pays d'Amérique latine²¹. Ce secteur a reçu en 2002 14.7 % de l'ensemble des dépenses sociales, comparativement à 16.6 % en 1998, ce qui constitue un recul en termes proportionnels. Par contre, en termes absolus, les dépenses en santé ont augmenté depuis le début du mandat d'Hugo Chávez, renversant ainsi la tendance à la baisse initiée dans la première moitié de la décennie 90.

Les soins de santé au Venezuela sont dispensés par trois systèmes différents, dont deux sont publics et un privé²². L'un des systèmes publics est universel et lié au filet social national et l'autre est relié au système de sécurité sociale, donc aux travailleurs y cotisant. Enfin, l'élite et une partie de la

classe moyenne utilisent le système de santé privé. La fragmentation de l'offre des soins de santé jumelée à une centralisation excessive dans le secteur public serait forcément inéquitable pour les plus pauvres en plus d'être inefficace²³.

Il est clair que la priorité du gouvernement Chávez réside dans un système de santé public unique et universel. La législation attendue en matière de santé (*Ley Orgánica de Salud*) est toujours en processus d'adoption et permettra, semble-t-il, de fusionner les deux systèmes publics afin d'en améliorer l'efficacité et d'assurer la gratuité des soins²⁴. Car tel que Provea le souligne, dans les faits la gratuité existe rarement dans les systèmes publics puisque les patients doivent souvent payer leurs médicaments et les frais pour les services spécialisés dont ils ont besoin.²⁵

Les résultats positifs imputables à l'administration Chávez en matière de santé semblent provenir davantage de programmes temporaires comme les campagnes de vaccination et d'assainissement environnemental pour prévenir des maladies comme la dengue. Néanmoins, des programmes comme *Barrio adentro*, qui consiste à mettre sur pied un réseau de santé primaire dirigé vers les secteurs populaires et basé sur une approche préventive, permettent d'envisager une certaine institutionnalisation des programmes temporaires. À titre d'exemple, le programme *Barrio adentro*, qui est appuyé par le travail de plus de 1000 médecins cubains²⁶ en raison du manque de personnel médical dans le pays, comptera sur davantage de ressources humaines nationales car 200 Vénézuéliens suivent une formation médicale à Cuba dans le cadre des accords de coopération entre ces deux pays²⁷. Enfin, il faut également mentionner l'augmentation du nombre de Vénézuéliens ayant accès à l'eau potable comme facteur d'amélioration des indicateurs de santé. En effet, le pourcentage de la population profitant d'un accès à l'eau potable est passé de 82 % en 1998 à 89 % en 2002²⁸. Tous ces facteurs auraient contribué à faire diminuer plus rapidement le taux de mortalité

¹⁹ Gobierno en línea : <http://www.gobiernoenlinea.ve/>

²⁰ Gregory Wilpert, « Venezuela's Mission To Fight Poverty », *Znet/Venezuela* : <http://www.zmag.org/content/showarticle.cfm?SectionID=45&ItemID=4497>

²¹ Selon le rapport 2003 sur le développement humain du PNUD, le Mexique affiche un taux de 2.5%, le Brésil 3.4%, le Costa Rica 4.7% et la Colombie 4.7% pour en nommer que quelques-uns.

²² Antonio J. Trujillo, « Petro-state constraints on health policy: guidelines for workable reform in Venezuela », *Health Policy*, xxx (2003), p.1-18.

²³ *Ibid.*, p. 6.

²⁴ Provea, « Derecho a la salud », dans *Informe Anual No. 14*, 2002.

²⁵ Provea, « Balance de la situación de derechos humanos », dans *Informe Anual No. 14*, 2002, p. 3.

²⁶ Gregory Wilpert, « Venezuela's Mission To Fight Poverty », *Znet/Venezuela*.

²⁷ Attac Venezuela et Collectif Venezuela 13 avril, « Venezuela, la farce cachée du « Monde » », *Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (RISAL)* :

http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=736

²⁸ Ministerio de Planificación y Desarrollo, *op. cit.*, p. 24.

infantile, comme en témoigne le graphique 4. (Voir Annexe)

La sécurité sociale

En ce qui concerne le système de sécurité sociale, mentionnons tout d'abord que sur le plan législatif, l'Assemblée Nationale a finalement adopté la nouvelle loi régissant le système de sécurité sociale au pays (*Ley Orgánica del Sistema de Seguridad Social*), laquelle est entrée en vigueur le 3 décembre 2002²⁹. Cette loi est conforme à l'esprit de la nouvelle Constitution puisqu'elle stipule que le système de sécurité sociale national doit être public et universel (articles 8 et 9) mais permet certains partenariats de services avec le privé (article 11).

Le système de sécurité sociale représente le deuxième poste budgétaire en importance de la politique sociale du gouvernement central. En 2001, il accaparait 28.4 % des dépenses sociales totales de l'État contre 16.9 % en 1998, ce qui correspondait respectivement à 3.4 % et 1.3 % du PIB de ces années. Toutefois, cette proportion du PIB a chuté à 2.7 % en 2002. Mais c'est au niveau des dépenses réelles que l'augmentation fut la plus significative, comme l'indique le graphique 5, avec un taux moyen de croissance annuelle de plus de 40 % pour les années 1999, 2000 et 2001. (Voir Annexe)

Prenant en considération tous ces éléments, il est difficile d'expliquer pourquoi le taux de couverture de la population économiquement active (PEA) a diminué durant cette période, passant de 23.9 % en 1998 à 20.6 % en 2001. Quant au taux de couverture de la population totale, il a également décliné, passant de 10.2 % à 9.3 %. Sur la base des informations fournies par Provea³⁰, nous émettons l'hypothèse que l'augmentation des dépenses publiques dans le système de sécurité sociale serait due à une normalisation des paiements aux bénéficiaires et à une augmentation réelle des prestations remises à ceux-ci. Toutefois, la faible couverture représente un problème structurel de taille auquel l'administration Chávez devra faire face rapidement si elle entend respecter la nouvelle loi en vigueur. Enfin, Provea identifie un autre problème structurel, le non-paiement des cotisations - autant par le secteur public que privé - contribuant à

²⁹ *Gaceta Oficial No. 37.600 de Fecha 30 de Diciembre 2002*. Disponible en ligne : www.gobiernoenlinea.ve

³⁰ Provea, « Derecho a la seguridad social », dans *Informe Anual No. 14, 2002*

l'endettement du système de sécurité sociale du pays³¹.

Ceci complète le survol des principaux éléments de la politique sociale mise en œuvre par l'administration Chávez depuis 1999. Il est important de dégager de cette analyse que ces politiques s'adressent aux populations les plus vulnérables de la société vénézuélienne et sont caractérisées par le rôle central de l'État dans leur mise en œuvre. Or, les gens les plus fortunés au pays (oligarchie et classe moyenne) ne profitent pas, du moins directement, de ces programmes sociaux, car une grande partie de ceux-ci envoient leurs enfants à l'école privée, fréquentent des cliniques médicales privées et assurent leur retraite en investissant dans des fonds privés³². Ceci explique, en partie, l'opposition grandissante au président Chávez de la part des citoyens formant la classe moyenne, même si certains d'entre eux l'avaient appuyé lors des dernières élections. On doit également considérer le fait que la dévaluation du bolivar, qui a atteint plus de 110 % depuis deux ans³³, fait davantage mal aux classes les plus fortunées, lesquelles par exemple consomment des articles de luxe importés et voyagent à Miami.

Il faut reconnaître néanmoins que l'aversion de l'élite et de la classe moyenne envers Chávez est également alimentée par la rhétorique agressive utilisée par ce dernier dans ses discours diabolisant l'opposition. C'est sans aucun doute cette critique qui revient le plus souvent dans la littérature. Hugo Chávez sait pertinemment qu'il a perdu la quasi-totalité de l'appui de la classe moyenne au Venezuela et il semble avoir décidé de continuer la lutte en s'appuyant seulement sur sa base sociale, ne cherchant pas à concilier les partis, du moins dans son discours, ce qui nous amène à aborder le thème de la nature du populisme incarné par le président du Venezuela.

Néo-populisme ?

La présente section est basée sur l'analyse de Steve Ellner³⁴ qui s'est penché sur le type de

³¹ *Ibid.*, p. 2.

³² Gregory Wilpert, *loc. cit.*, p. 106.

³³ Le Bolivar qui se transigeait à 758 B/US\$ au 4^{ème} trimestre 2001 se transigeait à 1600 B/US\$ au 4^{ème} trimestre 2003. Information tirée de la Banque centrale du Venezuela : www.bcv.org.ve

³⁴ Steve Ellner, *loc. cit.* ; Steve Ellner, « The Contrasting Variants of the Populism of Hugo Chavez and Alberto Fujimori », *Journal of Latin American Studies*, 2003, no. 35, p. 139-162. ; Noter également que l'ouvrage collectif *Venezuelan Politics in the Chavez Era : Class, Polarization, and Conflict* paru chez Lynne Rienner en décembre 2002 et dirigé par Ellner est sûrement l'ouvrage la plus cité dans la littérature récente traitant du Venezuela.

populisme généré par la présidence Chávez. Brièvement, l'auteur affirme qu'on peut associer partiellement le président vénézuélien aux deux formes de populisme étant apparues en Amérique latine durant le vingtième siècle soit le populisme classique, dont les origines remontent aux années 40-50 et dont la figure emblématique est Juan Perón en Argentine et le néo-populisme, qui est apparu dans les années 90 avec la prise de pouvoir d'Alberto Fujimori au Pérou et de Carlos Menem en Argentine. Concernant le néo-populisme, Chávez s'adresse, tout comme Fujimori et Menem, aux marginalisés de la société n'étant désormais plus, comme dans les années 40-50, les ouvriers organisés, mais plutôt les travailleurs du secteur informel de l'économie. Au Venezuela, ce secteur représentait en juin 2002, 52.1 % de la population active du pays³⁵.

Toutefois, et contrairement à Fujimori et Menem, Chávez compte sur un soutien populaire beaucoup plus étendu que ceux dont profitaient les ex-présidents du Pérou et de l'Argentine. Ces derniers, après avoir fait campagne contre les mesures néolibérales, avaient mis en place, une fois élus, des programmes néolibéraux en finançant des programmes sociaux avec l'argent des privatisations. Une fois l'argent des privatisations envolé, les programmes sociaux dirigés vers les secteurs populaires se sont détériorés en même temps que l'appui de ces derniers à ces chefs d'État³⁶. Comme nous l'avons vu, cette situation ne s'applique pas au Venezuela et en ce sens, Chávez se rapproche davantage du populisme classique à la Perón qui comptait sur une solide base sociale. De plus, il ne faut pas négliger les origines de Chávez pour expliquer le soutien populaire dont il jouit. En effet, de par son passé et ses traits physiques, celui-ci est fortement associé aux populations vivant dans la pauvreté au Venezuela.

Le néo-populisme serait également caractérisé par un « hyper présidentialisme » qui fait référence à la concentration du pouvoir entre les mains du chef d'État. À cet égard, Ellner souligne des différences majeures entre Chávez et les présidents latino-américains associés au néo-populisme, notamment en ce qui concerne la démocratie interne. Selon l'auteur, il existerait des divergences internes importantes dans le Mouvement de la cinquième République (MVR) du Venezuela, parti politique

majoritaire à l'Assemblée Nationale dont Chávez est le chef, divergences qui prouveraient l'existence d'une vie démocratique au sein du gouvernement et non pas la répétition d'une nouvelle forme de *caudillismo* à la Fujimori-Montesinos. Autre exemple, les longues négociations entourant l'approbation par l'Assemblée nationale des nouvelles lois allant régir la santé, l'éducation et la sécurité sociale attestent de la présence de plusieurs forces influençant le processus d'élaboration des politiques publiques.

Bref, Ellner nuance fortement la possibilité d'associer Chávez à ce néo-populisme et nous invite à demeurer conscients de la complexité de la situation au Venezuela. Cela nous ramène à l'une des questions centrales qui est de savoir quels sont les déterminants expliquant une telle polarisation au Venezuela. Notre exposé allait dans le sens de l'argumentaire développé par Ellner affirmant qu'il faut examiner davantage les réformes concrètes et potentielles³⁷ - que l'administration Chávez a mises ou veut mettre en place - que le discours des deux partis, sans nier évidemment l'influence de ce dernier en ce qui concerne la forte polarisation de la société vénézuélienne à laquelle nous assistons à l'heure actuelle³⁸.

Conclusion

Centrer l'analyse des politiques publiques au Venezuela sur la nature du populisme incarné par Hugo Chávez peut nous empêcher de considérer à sa juste valeur l'avancement d'un processus démocratique visant à inclure les classes populaires dans un projet politique. Certes, ce projet politique a fortement contribué à polariser la société vénézuélienne, mais ce serait une erreur de faire porter la responsabilité de ce phénomène au seul Chávez. Nous devons donc continuer à approfondir l'analyse des intérêts en jeu et des stratégies utilisées par les différents acteurs pour les défendre, notamment l'élite traditionnelle qui est très proactive et qui contrôle les médias privés.

Quant au gouvernement Chávez, il tente actuellement d'appliquer un modèle de développement mixte caractérisé non seulement par une forte intervention de l'État, par une priorité

³⁵ Provea, « Balance de la situación de derechos humanos », dans *Informe Anual No. 14*, 2002, p. 3.

³⁶ Steve Ellner, « The Contrasting Variants of the Populism of Hugo Chavez and Alberto Fujimori », *loc. cit.*, p. 159.

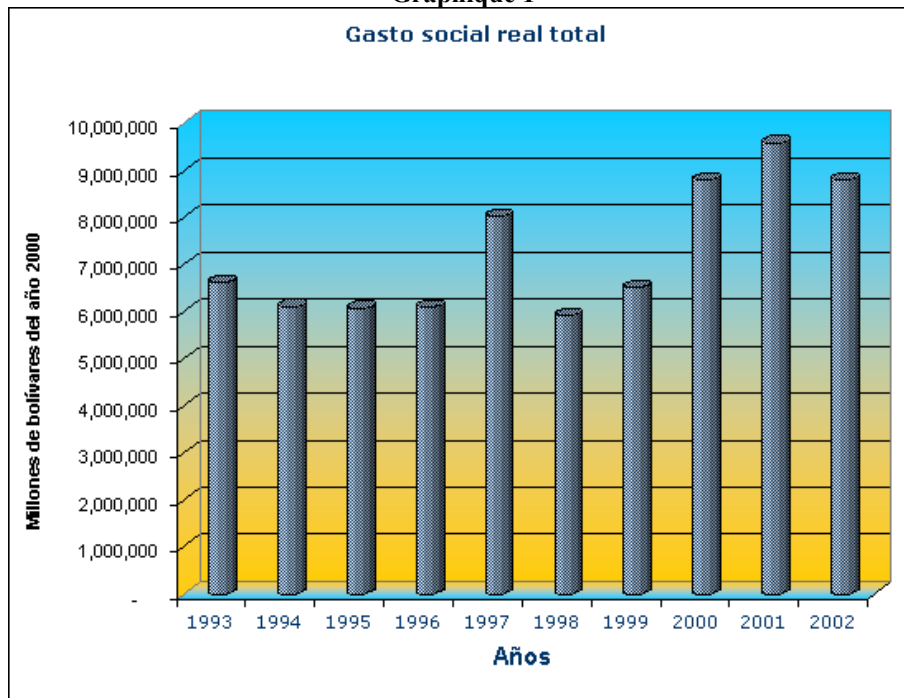
³⁷ Il ne faut pas oublier que la nouvelle Constitution de 1999 permet deux mandats présidentiels successifs. Chávez pourrait donc rester au pouvoir jusqu'en 2012 s'il gagnait les prochaines élections en 2006.

³⁸ Steve Ellner, « Venezuela imprevisible. Populismo radical y globalización », *Nueva Sociedad*, Enero-Feb 2003, p. 1.

accordée au développement social et par une incitation au coopératisme et au développement de l'économie sociale, mais également par la nécessité de dynamiser le secteur privé capitaliste national³⁹ et d'attirer des investissements étrangers. L'avenir nous dira si l'administration Chávez fut une pionnière dans ce domaine ou si les contradictions internes de ce gouvernement, notamment en ce qui a trait à la corruption toujours élevée et à certaines stratégies populistes déjà évoquées, ont empêché de construire une véritable alternative au modèle de développement prôné au Sud par les adeptes de la globalisation néolibérale. À moins qu'un changement rapide de régime ne vienne détruire complètement les fondements de la révolution bolivarienne, ce qui demeure un scénario plausible.

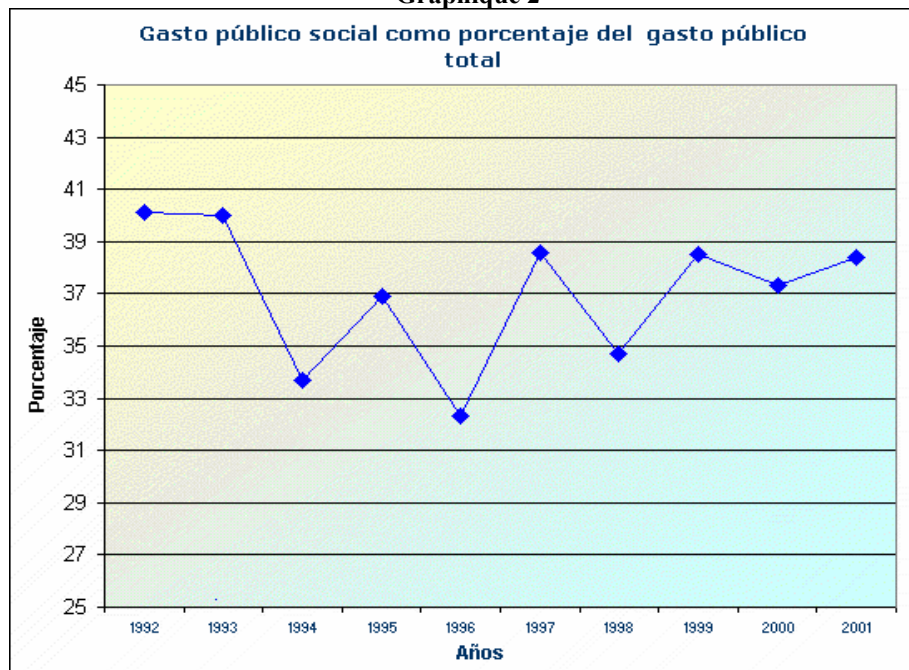
³⁹ À cet égard, la dévaluation du bolivar devrait permettre une croissance des exportations non pétrolières.

Graphique 1



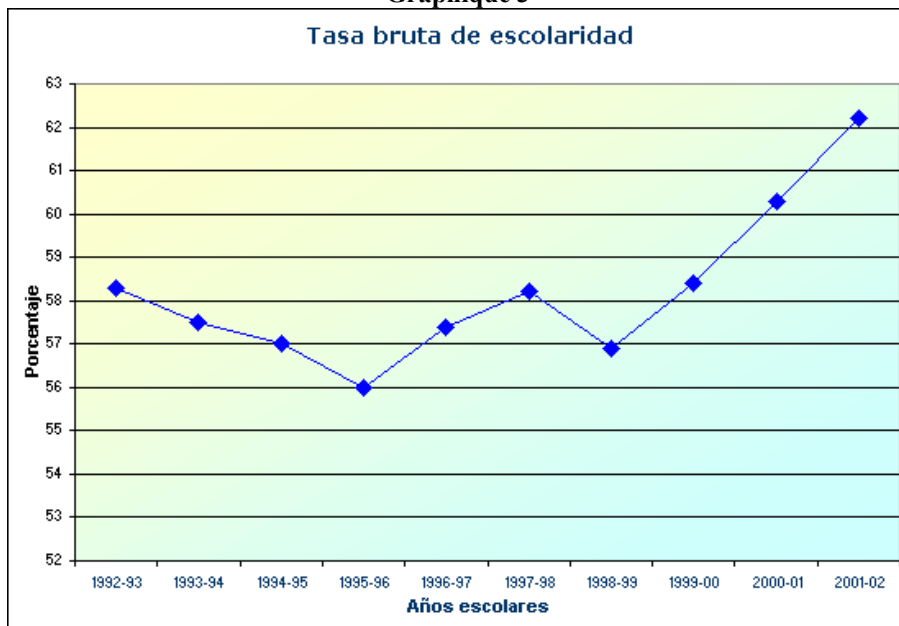
Source : *Sistema Integrado de Indicadores Sociales para Venezuela*

Graphique 2



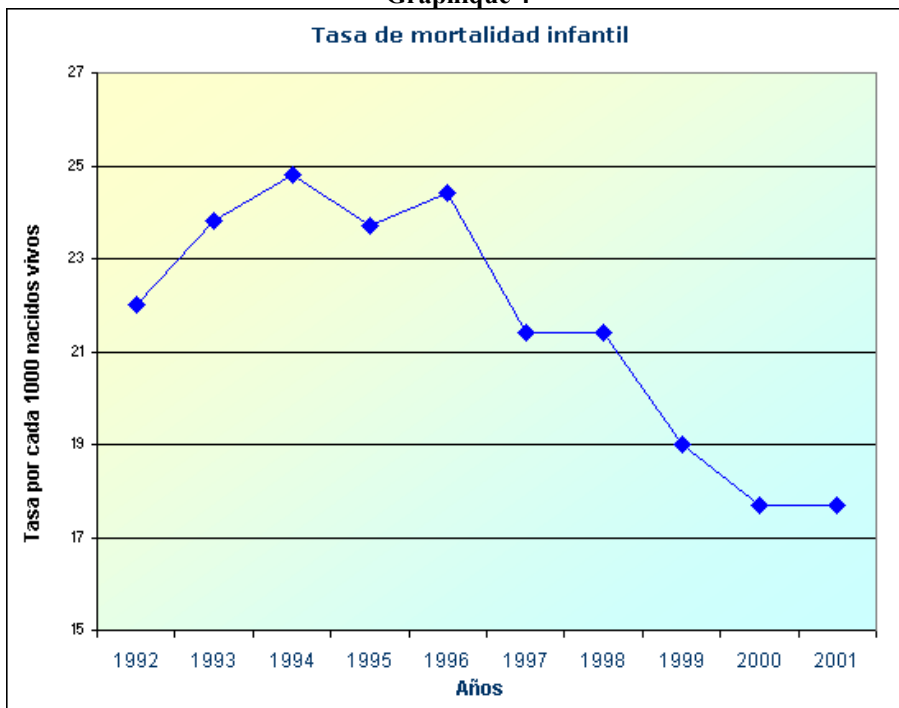
Source : *Sistema Integrado de Indicadores Sociales para Venezuela*

Graphique 3



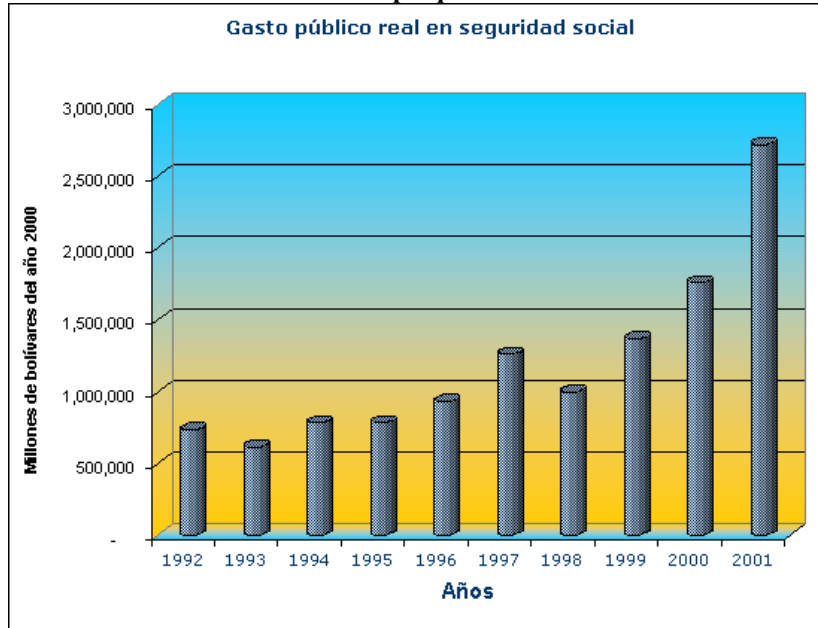
Source : Sistema Integrado de Indicadores Sociales para Venezuela

Graphique 4



Source : Sistema Integrado de Indicadores Sociales para Venezuela

Graphique 5



Source : *Sistema Integrado de Indicadores Sociales para Venezuela*